

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°15-2022-058

PUBLIÉ LE 7 JUIN 2022

# Sommaire

## **15\_DDT - Direction départementale des territoires du Cantal / Environnement**

15-2022-06-02-00010 - Arrêté n° 2022- 759 du 02 juin 2022 relatif à l'ouverture et à la clôture de la chasse pour la campagne 2022-2023 (6 pages)

Page 3

## **Préfecture du Cantal / DCLE Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique**

15-2022-06-07-00001 - Arrêté n°2022-800 du 7 juin 2022 portant renouvellement de la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) dans sa formation spécialisée "carrières" (3 pages)

Page 9



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté n° 2022- 759 du 02 juin 2022**  
**relatif à l'ouverture et à la clôture de la chasse pour la campagne 2022-2023**  
(1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023)

**Le Préfet du Cantal,  
Chevalier de l'ordre national du mérite**

**Vu** le code de l'environnement, livre IV, titre II relatif à la chasse et notamment les articles L 424-2 à L 424-6,

**Vu** les articles R.424-1 à R.424-9 du code de l'environnement fixant les modalités d'ouverture et de clôture de la chasse,

**Vu** la loi n°2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-711 du 24 mai 2022 portant approbation du Schéma Départemental de Gestion Cynégétique pour le département du Cantal ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2004-2047 du 23 novembre 2004 modifié fixant les conditions de tir du brocard en été,

**Vu** l'arrêté préfectoral 2009-0216 du 16 février 2009 réglementant le transport et l'usage des armes de chasse,

**Vu** l'arrêté préfectoral 2012-111-DDT du 30 mai 2012 portant approbation du plan de gestion cynégétique pour la perdrix,

**Vu** l'avis du Président de la Fédération départementale des chasseurs du Cantal,

**Vu** l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage réunie le 23 mai 2022

**Considérant** les observations émises par le public dans le cadre de la consultation par voie électronique ouverte au cours de la période du 15 avril 2022 au 6 mai 2022 inclus,

**Considérant** que la population de blaireaux génère des dégâts important aux activités économiques sur le département et qu'il y lieu de maintenir sa régulation par une période complémentaire de la vénerie sous terre, prévue au R424-5 du code de l'environnement. Cette régulation ne nuira pas au maintien du blaireau dans un état de conservation favorable.

**Sur** proposition du directeur départemental des territoires,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** : La période d'ouverture de la chasse à tir et de la chasse à courre est fixée ainsi dans le département du Cantal, sous réserve des dispositions des articles 2 et 3 :

ESPÈCES DE GIBIER	DATES D'OUVERTURE	DATES DE CLÔTURE (au soir)	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES
<b>OUVERTURE GÉNÉRALE (sauf espèces ci-après)</b>	<b>11 septembre 2022 à 7 heures</b>	<b>28 février 2023 au soir</b>	-
<b>CHASSE À TIR</b>			
<b>Gibier sédentaire</b>			
Cerf et biche	22 octobre 2022	28 février 2023	Chasse en battue ou individuelle
Chamois	11 septembre 2022	28 février 2023	Chasse exclusivement à l'approche ou à l'affût
Mouflon	11 septembre 2022	28 février 2023	Chasse exclusivement à l'approche ou à l'affût

ESPÈCES DE GIBIER	DATES D'OUVERTURE	DATES DE CLÔTURE (au soir)	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES
Chevreuil	1 <sup>er</sup> juillet 2022	10 septembre 2022	Chasse exclusivement à l'approche ou à l'affût après autorisation individuelle délivrée au détenteur du droit de chasse par le préfet, dans le cadre de l'arrêté préfectoral 2004-2047 du 23 novembre 2004 modifié
	11 septembre 2022	28 février 2023	Chasse en battue ou individuelle
	1 <sup>er</sup> juin 2023	30 juin 2023	Chasse exclusivement à l'approche ou à l'affût après autorisation individuelle délivrée au détenteur du droit de chasse par le préfet, dans le cadre de l'arrêté préfectoral 2004-2047 du 23 novembre 2004 modifié
Lapin	11 septembre 2022	11 décembre 2022	
Lièvre	11 septembre 2022	11 décembre 2022	Chasse exclusivement jusqu'à 13 heures
Marmotte			<b>Chasse interdite</b>
Faisan	11 septembre 2022	11 décembre 2022	
Perdrix rouge et grise	11 septembre 2022	11 décembre 2022	Chasse interdite sur les communes adhérentes au GIC de la Planèze (Andelat, Cézens, Cussac, Laveissenet, section de Neuvéglise, Paulhac, Paulhenc, Pierrefort, Roffiac, Sainte-Marie, Sériers, Tanavelle, Les-Ternes, Valuèjols),
Renard	11 septembre 2022	28 février 2023	
Sanglier	1 <sup>er</sup> juillet 2022	14 août 2022	Chasse uniquement en battue, sous l'autorité du responsable du territoire ou son délégué, après autorisation délivrée par le Préfet, sur demande conjointe du responsable du territoire de chasse et du représentant agricole communal.
	15 août 2022	10 septembre 2022	Chasse uniquement en battue, à l'initiative et sous l'autorité du responsable du territoire de chasse ou son délégué
	11 septembre 2022	31 mars 2023	Chasse en battue ou individuelle Du 1 <sup>er</sup> mars au 31 mars 2023 Fermeture de la chasse par arrêté préfectoral complémentaire sur demande des comités de pilotage des secteurs administrateurs avant le 15 février 2023
	1 <sup>er</sup> juin 2023	30 juin 2023	Chasse uniquement en battue, sous l'autorité du responsable du territoire ou son délégué après autorisation délivrée par le Préfet, sur demande conjointe du responsable du territoire de chasse et du représentant agricole communal.
<b>Espèces non indigènes</b>			
Raton laveur, Ragondin, Rat musqué	11 septembre 2022	28 février 2023	

<b>Oiseaux de passage et gibier d'eau</b> (dates d'ouverture et de fermeture fixées par arrêté ministériel)			
<b>VENERIE</b>			
Chasse à courre	15 septembre 2022	31 mars 2023	Article R 424-4 du code de l'environnement
Vénerie sous terre (renard, ragondin, rat musqué)	15 septembre 2022	15 janvier 2023	Article R 424-5 du code de l'environnement
Vénerie sous terre (blaireau)	1 <sup>er</sup> juillet 2022	15 janvier 2023	Article R 424-5 du code de l'environnement
	15 mai 2023	30 juin 2023	

## **ARTICLE 2 : Limitation des périodes de chasse**

La chasse à tir de toutes les espèces est interdite le vendredi de chaque semaine (à l'exception des vendredis fériés) de l'ouverture générale à la clôture générale. Cette interdiction ne s'applique pas à la chasse des colombidés du 1<sup>er</sup> octobre au 15 novembre, et de l'alouette des champs et des grives du 1<sup>er</sup> au 31 octobre.

La chasse à tir du gibier sédentaire, à l'exclusion du gibier soumis au plan de chasse, est autorisée sur l'ensemble des territoires de chasse seulement les lundi ou jeudi, samedi et dimanche, ainsi que les jours fériés.

Les détenteurs de droits de chasse (ACCA et chasses privées) doivent faire connaître à la Fédération Départementale des chasseurs, avant l'ouverture générale, le dernier jour de chasse adopté (lundi ou jeudi), qui transmettra le relevé final à l'administration. À défaut, les jours de chasse sont les jeudi, samedi et dimanche. A défaut de déclaration, les chasses privées sont tenues obligatoirement aux jours de chasse de l'ACCA enclavante la plus importante.

Au titre de la sécurité, toute chasse est interdite les 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2022, jours de comptage (observations par corps) sur le territoire des communes de l'unité de gestion cerf « ARTENSE » :

- communes de : Antignac, Beaulieu, Champs-sur-Tarentaine-Marchal, Chanterelle, Condat, La-Monsélie, Lanobre, Le-Monteil, Madic, Menet, Montboudif, Riom-es-Montagne, Saignes, Saint-Pierre, Saint-Amandin, Saint-Etienne-de-Chomeil, Sauvat, Tremouille, Vebret, Ydes.

La chasse est susceptible d'y être interdite par arrêté préfectoral le ou les samedis et dimanches suivants dans le cas où le comptage devrait, pour quelque raison que ce soit, être renouvelé.

## **ARTICLE 3 : Modalités de chasse particulières**

### **Modalités de chasse**

La chasse à tir peut s'exercer soit avec une arme à feu, soit avec un arc pour les titulaires de l'autorisation prévue par l'arrêté ministériel du 18 août 2008.

Le tir à balle, dans le cas d'utilisation d'armes à feu, est obligatoire pour les espèces cerf, mouflon, chamois et sanglier. Pour le chevreuil, seule l'utilisation de plombs de diamètre 3,75 ou 4,00 mm ou de balles est autorisée.

L'emploi du grand-duc artificiel pour la chasse des corvidés est autorisé.

En cas de battue portant sur plusieurs espèces, dont l'une est soumise au tir à balles obligatoires, seuls le tir à balles et à l'arc sont autorisés.

## **Chasse en temps de neige**

La chasse en temps de neige est autorisée pour :

- le Sanglier en battue sous l'autorité du responsable du territoire de chasse ;
- le Renard ;
- le grand gibier soumis au plan de chasse ;
- le Ragondin ;
- le Rat musqué.
- le Raton laveur

Toutefois la chasse en temps de neige est interdite sur le domaine skiable (ski alpin) ou à moins de 150 m de celui-ci, et à moins de 150 m des pistes de ski de fond balisées. Le tir en direction du domaine skiable alpin et des pistes de ski de fond est interdit.

## **Les réserves de chasse et de faune sauvage des Associations communales de chasse agréées**

Les réserves de chasse et de faune sauvage sont constituées prioritairement pour préserver le petit gibier.

Tout acte de chasse est interdit en tout temps dans les réserves de chasse et de faune sauvage.

Toutefois, il sera possible d'y exécuter :

- le plan de chasse nécessaire au maintien des équilibres biologiques et agro-sylvo-cynégétique selon les modalités définies au Schéma départemental de gestion cynégétique.
- le tir d'été du brocard
- la chasse du sanglier selon le plan de gestion cynégétique approuvé.

## **Espèces soumises à plan de chasse (cerf, chamois, chevreuil et mouflon)**

La chasse du chamois et du mouflon est pratiquée exclusivement à l'approche ou à l'affût et conformément au plan de tir adopté par le GIC des Monts du Cantal.

Toute chasse à l'approche s'effectue à tir et sans auxiliaire (rabatteur ou chien). Tout chasseur ou équipe de chasseurs (indissociable) doit être porteur au cours de l'action de chasse du (ou des) bracelet(s) et d'une autorisation délivrée par le responsable du territoire de chasse indiquant le (ou les) numéro(s) du (ou des) bracelets.

Chaque responsable de lot de chasse doit, pour toutes les espèces soumises à plan de chasse, enregistrer chaque prélèvement réalisé dans l'application informatique CYNEO (application mise en place par la fédération départementale des chasseurs). Cette saisie doit être réalisée, selon le plan de gestion pour l'espèce cerf, et chaque semaine pour les espèces Chevreuil, Chamois et Mouflon.

## **Sanglier**

Les prélèvements de sanglier feront l'objet d'une saisie dans l'application CYNEO chaque semaine.

## **Bécasse**

Est institué un prélèvement maximal autorisé journalier (PMAJ) s'élevant à 3 bécasses par jour avec un maximum de 30 pour la saison et par chasseur. En préalable à son transport depuis le lieu de sa capture, chaque oiseau doit être marqué et enregistré avec les dispositifs de marquage et de suivi mis à la disposition des chasseurs par la Fédération départementale des chasseurs. Le carnet de prélèvement doit être retourné en fin de saison à celle-ci dans les 10 jours de la fermeture de la chasse à la bécasse.

### **Vénerie sous terre du blaireau**

Chaque équipage de vénerie sous terre transmettra à la fédération départementale des chasseurs, avant le 31 janvier, un bilan des prélèvements de blaireaux comprenant :

- les dates des sorties réalisées,
- le nombre d'animaux prélevés,
- l'âge des animaux prélevés

### **ARTICLE 4 : Plan de gestion cynégétique du sanglier:**

**4.1** – Le plan de gestion cynégétique du sanglier dans les réserves de chasse et de faune sauvage des ACCA du département est approuvé selon les modalités définies aux articles 4.2 et 4.4 du présent arrêté.

**4.2** – Au titre du respect de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique et afin de limiter les dégâts aux cultures, aux prairies agricoles et de prévenir le cantonnement excessif des compagnies de sanglier dans ces réserves, les périodes d'intervention dans les réserves d'ACCA sont fixées du 11/09/2022 au 28/02/2023 et du 1<sup>er</sup> juin 2023 au 30 juin 2023. Afin de préserver la quiétude des autres espèces, le nombre de battues sera limité à **8** durant la saison cynégétique en cours ( y compris ouverture anticipée).

**4.3** – Les prélèvements de sangliers pourront se faire dans les réserves de l'ACCA en battue, sous la responsabilité du Président du territoire de chasse ou de son délégué et après avoir complété les documents nécessaires comme le registre de battues et rappeler les consignes de sécurité.

La décision d'intervention dans la réserve d'ACCA pour la chasse du sanglier fera l'objet par le Président de l'ACCA ou son représentant d'une déclaration obligatoire préalable par courriel au Service Départemental de l'OFB et à la Fédération Départementale des Chasseurs. ([sd15@ofb.gouv.fr](mailto:sd15@ofb.gouv.fr) / [fdc15@fdc15.fr](mailto:fdc15@fdc15.fr) )

**4.4** – Pour chaque battue réalisée dans la réserve d'ACCA, un bilan de l'action de chasse sera réalisé par courriel au Service Départemental de l'OFB et à la Fédération Départementale des Chasseurs. ([sd15@ofb.gouv.fr](mailto:sd15@ofb.gouv.fr) / [fdc15@fdc15.fr](mailto:fdc15@fdc15.fr) )

Le non-retour de ces éléments entraînera une suspension du plan de gestion cynégétique pour la saison cynégétique suivante pour ladite ACCA. Les battues administratives de destruction seront alors privilégiées.

**ARTICLE 5** : Les règles de sécurité sont définies par l'arrêté préfectoral 2009-0216 du 16 février 2009 et par le Schéma Départemental de Gestion Cynégétique approuvé.

Lors des chasses collectives (en battue ou en équipe, à l'exclusion de la chasse à l'approche) du sanglier, du renard et du gibier soumis à plan de chasse, le port d'un accessoire fluorescent orange de type gilet est obligatoire tant pour les chasseurs que pour les traqueurs.

Les tirs, dont les trajectoires doivent être préalablement déterminées et sécurisées pour les protections des biens et des personnes, ne peuvent être opérés, qu'en direction d'un gibier chassable préalablement dûment identifié.

### **ARTICLE 6: Chasse au vol**

La chasse au vol est ouverte à compter de la date d'ouverture générale jusqu'au 28 février 2022 pour les espèces de gibiers sédentaires. Pour la chasse des oiseaux de passage, ces dates sont fixées par arrêtés ministériels.

**ARTICLE 7:** La contestation du présent arrêté est possible, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès du Préfet, soit par recours hiérarchique auprès du Ministre en charge de l'environnement, soit par recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand. Le tribunal administratif peut être également saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 8:** Le secrétaire général de la préfecture du Cantal, les sous-préfets de Mauriac et de Saint-Flour, les maires des communes du Cantal, le directeur départemental des territoires du Cantal, le commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental des polices urbaines, le directeur de l'Agence Montagne d'Auvergne de l'Office National des forêts, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, les lieutenants de louveterie, les agents assermentés de l'Office français de la biodiversité et de l'Office national des forêts, les gardes champêtres et les gardes particuliers assermentés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans toutes les communes du Cantal et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Cantal.

Fait à Aurillac, le 02 juin 2022

Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général

**Signé**

Wahid FERCHICHE





**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,  
de la Légalité et de  
l'Environnement**

**Arrêté n°2022 - 0800 du 07 JUIN 2022  
portant renouvellement de la composition  
de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites  
dans sa formation spécialisée "carrières"**

*Le préfet du Cantal,  
Chevalier dans l'ordre national du Mérite,*

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles R.133-1 à R.133-4 ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.314-16 et R.341-16 à R.341-25 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret n°2006-665 du 07 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;

**Vu** le décret n°2009-235 du 27 février 2009 modifié, relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement, notamment son article 6 ;

**Vu** le décret n°2009-1484 du 03 décembre 2009 modifié, relatif aux directions départementales interministérielles ;

**Vu** le décret n°2010-633 du 08 juin 2010 modifié, relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des affaires culturelles ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Serge CASTEL, préfet du Cantal,

**VU** le décret du Président de la République en date du 8 septembre 2021 portant nomination de Monsieur Wahid FERCHICHE, secrétaire général de la Préfecture du Cantal,

**VU** l'arrêté n°2021-1290 du 20 septembre 2021 portant délégation de signature à Monsieur Wahid FERCHICHE, Secrétaire général de la Préfecture du Cantal,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2016-0319 du 1er avril 2016 modifié, relatif à la composition, à l'organisation et au fonctionnement de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

2 Cours Monthyon - BP 529  
15005 AURILLAC CEDEX  
Tél. : 04 71 46 23 00  
Site internet : [www.cantal.gouv.fr](http://www.cantal.gouv.fr)

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2019-630 du 29 mai 2019 portant composition de la formation spécialisée "carrières" de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral 2021-1019 du 28 juillet 2021 ;

**Vu** les différentes consultations réalisées en vue de procéder au renouvellement de la formation spécialisée « carrières » de la CDNPS ;

**Considérant** que les membres de la formation spécialisée "carrières" ont été nommés pour un mandat d'une durée de 3 ans, renouvelable, en premier lieu par arrêté préfectoral n°2019-630 du 29 mai 2019, publié le 7 juin 2019 ;

**Considérant** que la composition de cette commission doit être renouvelée au plus tard le 7 juin 2022 ;

**SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture du Cantal ;

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté sus-visé n°2019-630 du 29 mai 2019 est modifié, en ce qui concerne la composition de la formation spécialisée « carrières » de la CDNPS.

**La composition de formation spécialisée « carrières » de la CDNPS s'établit comme suit :**

- collège de représentants des services de l'Etat :

- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ou son représentant,
- le Chef du service « mobilité, aménagement, paysages » de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant,
- le Directeur départemental des territoires, ou son représentant,

- collège de représentants des collectivités territoriales :

Titulaires	Suppléants
<b>M. Bruno FAURE</b> Président du Conseil Départemental	<b>M. Jean-Jacques MONLOUBOU</b> Vice-Président du Conseil Départemental
<b>M. Gilles CHABRIER</b> Vice-président du Conseil Départemental	<b>M. Philippe FABRE</b> Conseiller Départemental
<b>M. Christian MONTIN</b> Maire de Marcolès	<b>M. Michel CONSTANT</b> Maire de Fontanges

- collège de personnalités qualifiées en matière de sciences de la nature, de protection des sites, cadre de vie, de représentants d'associations agréées pour la protection de l'environnement, de représentants des organisations agricoles :

2 Cours Monthyon - BP 529  
15005 AURILLAC CEDEX  
Tél. : 04 71 46 23 00  
Site internet : [www.cantal.gouv.fr](http://www.cantal.gouv.fr)

Titulaires	Suppléants
<b>M. Joël BEC</b> France Nature Environnement	<b>M. Denis TOURVIEILLE</b> France Nature Environnement
<b>M. Jean-Marie BORDES</b> CPIE	<i>En cours de désignation</i>
<b>Mme Chantal COR</b> Vice -Présidente de la Chambre d'Agriculture	<b>M. Brigitte TROUCELLIER</b> Chambre d'Agriculture

- collège de personnes représentant des exploitants de carrières et des utilisateurs de matériaux de carrières :

Titulaires	Suppléants
<b>M. Philippe MARQUET</b> MARQUET SA à St Flour représentant l'UNICEM	<b>M. Fabien LANGLADE</b> Carrières PRAT à Durtol représentant l'UNICEM
<b>M. Patrick BERGHEAUD</b> SARL BERGHEAUD à Mauriac représentant l'UNICEM	<b>M. Stéphane PAYRE</b> VERGNE Frères à Carlat représentant l'UNICEM
<b>Mme Cindy BOCHARD</b> Secrétaire générale déléguée de la FRTP AURA	<b>M. Alexandre GUÉRET</b> RMCL - Champassis Sud - 15240 VEBRET

Le Maire de la commune sur le territoire de laquelle une exploitation de carrière est projetée est invité à siéger à la séance au cours de laquelle la demande d'autorisation de cette exploitation est examinée et a, sur celle-ci, voix délibérative.

ARTICLE 2 : Le mandat des membres de cette formation court pour une durée de 3 ans, renouvelable, à compter de la publication et de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n°2021-1019 du 28 juillet 2021 est abrogé.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux auprès du Préfet dans les deux mois à partir de sa publication, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans les mêmes délais.

Le tribunal administratif peut être saisi, via l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible depuis le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

ARTICLE 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Cantal est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le département et notifié aux membres de la formation spécialisée « carrières ».

Pour le préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général,

Signé

Wahid FERCHICHE